

Source: Stella-Jones Inc.

Personnes-ressources: Éric Vachon, CPA, CA

Président et chef de la direction

Stella-Jones

Tél.: (514) 940-3903 evachon@stella-jones.com Pierre Boucher, CPA, CMA Jennifer McCaughey, CFA MaisonBrison Communications

Tél.: (514) 731-0000 <u>pierre@maisonbrison.com</u> jennifer@maisonbrison.com

STELLA-JONES PUBLIE LES RÉSULTATS DE SON TROISIÈME TRIMESTRE 2019

- BAHA de 96,1 M\$, en hausse de 22 % grâce à un accroissement des marges brutes ainsi qu'à l'adoption de la norme IFRS 16, *Contrats de location*
- Hausse du résultat net et du résultat dilué par action qui s'établissent respectivement à 53,7 M\$ et 0,78 \$ par action
- Robustes flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation ont servi à la réduction de la dette de 63,7 M\$ et au rachat d'actions d'un montant de 30,0 M\$
- Ventes de 626,6 M\$ de dollars, en baisse de 3,4 M\$ par rapport à 2018, en raison principalement d'un recul des ventes dans la catégorie des billots et du bois d'œuvre

Montréal (Québec), le 7 novembre 2019 — Stella-Jones Inc. (TSX : SJ) (« Stella-Jones » ou la « Société ») a annoncé aujourd'hui les résultats financiers de son troisième trimestre clos le 30 septembre 2019.

« Nous sommes satisfaits de nos résultats du troisième trimestre au cours duquel nos ventes dans les catégories des poteaux destinés aux sociétés de services publics, des traverses de chemin de fer et des produits industriels ont augmenté sous l'effet conjugué de hausses des prix de vente et d'un accroissement des volumes. Si l'on tient compte de l'incidence de la baisse des coûts du bois d'œuvre qui est, pour l'essentiel, transférée aux clients, les ventes au troisième trimestre affichent une progression par rapport au précédent exercice. Ces baisses des coûts du bois d'œuvre ont eu un impact négatif de 20,2 millions de dollars sur le montant des ventes de la catégorie des billots et du bois d'œuvre. Les ventes dans la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel ont également reculé pour cette même raison, mais le recul a été en partie compensé par un accroissement des volumes. La rentabilité a augmenté grâce à une amélioration des prix de vente, une baisse des coûts du bois d'œuvre, une composition des ventes avantageuse et une meilleure efficacité opérationnelle, » a déclaré Éric Vachon, président et chef de la direction de Stella-Jones.

« Au cours du trimestre, nous avons utilisé nos robustes flux de trésorerie principalement pour réduire notre dette de 63,7 millions de dollars et racheter des actions ordinaires d'un montant de 30,0 millions de dollars. Comme prévu, excluant la catégorie des billots et du bois d'œuvre, nous devrions clore l'exercice 2019 avec des ventes et des marges en hausse par rapport au précédent exercice. Pour l'exercice 2020, nous nous attendons à une poursuite de la croissance globale des ventes et de la rentabilité grâce à l'apport de nos trois principales catégories de produits, » a conclu M. Vachon.

Faits saillants financiers (en millions de dollars canadiens, sauf les données par action et la marge)	T3-19	T3-18 ⁽²⁾	Neuf premiers mois de 2019	Neuf premiers mois de 2018 (2)
Ventes	626,6	630,0	1 729,2	1 691,1
BAIIA (1)	96,1	78,5	254,1	202,6
Marge du BAIIA (%) (1)	15,3 %	12,5 %	14,7 %	12,0 %
Résultat d'exploitation (1)	78,6	67,9	200,9	174,5
Résultat net de la période	53,7	45,8	135,4	117,0
Par action – de base et dilué (\$)	0,78	0,66	1,96	1,69
Nombre moyen pondéré d'actions en				
circulation (de base, en milliers)	68 901	69 357	69 057	69 350

⁽¹⁾ Il s'agit d'une mesure financière non conforme aux IFRS qui n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse la comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs.

RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE

Le 1^{er} janvier 2019, la Société a adopté de façon rétrospective IFRS 16, Contrats de location, mais elle n'a pas retraité les chiffres correspondants pour l'exercice 2018, comme l'y autorisent les dispositions transitoires spécifiques de la norme. Pour la période de trois mois close le 30 septembre 2019, au lieu de frais de location, un amortissement d'actifs au titre du droit d'utilisation de 8,4 millions de dollars et des frais de financement de 1,1 million de dollars ont été constatés à l'état consolidé du résultat net. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, l'adoption d'IFRS 16 a ajouté un amortissement d'actifs au titre du droit d'utilisation de 24,3 millions de dollars et des frais de financement de 3,1 millions de dollars. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Incidence des nouvelles normes et interprétations comptables » du rapport de gestion trimestriel de la Société pour obtenir de plus amples renseignements.

Les ventes ont atteint 626,6 millions de dollars, en baisse de 3,4 millions de dollars comparativement aux ventes de 630,0 millions de dollars réalisées lors de la même période l'an dernier. L'effet de conversion des devises a eu un impact positif de 2,8 millions de dollars. Excluant ce facteur, les ventes ont reculé d'environ 6,2 millions de dollars, soit 1,0 %, en raison principalement de la catégorie des billots et du bois d'œuvre, comme il est expliqué ci-après.

- Poteaux destinés aux sociétés de services publics (33,7 % des ventes au T3-19): Les ventes ont atteint 211,5 millions de dollars, en hausse de 5,4 % par rapport aux ventes de 200,6 millions de dollars réalisées l'an dernier. L'effet de conversion des devises a eu un impact positif de 1,3 million de dollars. Excluant l'effet de conversion des devises, les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont augmenté d'environ 9,6 millions de dollars, soit 4,8 %, en raison principalement d'une hausse des prix de vente jumelée à la vigueur de la demande générée par les programmes de remplacement.
- Traverses de chemin de fer (30,4 % des ventes au T3-19): Les ventes se sont élevées à 190,7 millions de dollars, en hausse de 1,6 % par rapport aux ventes de 187,7 millions de dollars réalisées l'an dernier. L'effet de conversion des devises a eu un impact positif de 0,7 million de dollars. Excluant l'effet de conversion des devises, les ventes de traverses de chemin de fer ont augmenté d'environ 2,3 millions de dollars, soit 1,2 %. Cette variation est attribuable à une hausse des prix de vente, en partie contrebalancée par des cycles de traitement de plus longue durée. Bien que la demande pour les traverses de chemin de fer demeure forte, le resserrement de l'offre de traverses de chemin de fer non traitées sur le marché requiert que la Société traite des traverses de chemin de fer qui n'ont pas été séchées à l'air libre, ce qui rallonge les cycles de traitement. De plus, la Société a fabriqué des produits finis pour certains clients qui en prendront livraison que dans quelques mois. En conséquence, certaines ventes prévues pour le troisième trimestre ont été repoussées vers les prochains trimestres.

⁽²⁾ Les résultats pour l'exercice 2018 n'ont pas été retraités selon IFRS 16.

- Bois d'œuvre à usage résidentiel (25,2 % des ventes au T3-19): Les ventes ont totalisé 158,2 millions de dollars, en baisse de 1,4 % par rapport aux ventes de 160,5 millions de dollars réalisées un an plus tôt. L'effet de conversion des devises a eu un impact positif de 0,5 million de dollars. Excluant l'effet de conversion des devises, les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont reculé d'environ 2,8 millions de dollars, soit 1,7 %. Cette variation s'explique essentiellement par une baisse des coûts du bois d'œuvre par rapport à la même période l'an dernier, en partie contrebalancée par une hausse des volumes.
- Produits industriels (6,0 % des ventes au T3-19): Les ventes ont atteint 37,6 millions de dollars, comparativement à 32,4 millions de dollars l'an dernier. L'effet de conversion des devises a eu un impact positif de 0,3 million de dollars. Excluant l'effet de conversion des devises, les ventes ont progressé de 4,9 millions de dollars, soit 15,1 %, en raison principalement d'un accroissement des ventes de produits destinés au secteur ferroviaire et de pieux pour fondations.
- Billots et bois d'œuvre (4,6 % des ventes au T3-19): Les ventes se sont élevées à 28,6 millions de dollars, comparativement à 48,8 millions de dollars un an plus tôt. Excluant l'effet de conversion des devises, les ventes de cette catégorie de produits ont reculé de 20,2 millions de dollars. Cette variation est attribuable à une baisse des prix de vente découlant de la réduction des coûts du bois d'œuvre sur le marché, à une diminution des volumes de transactions de bois d'œuvre, ainsi qu'à une baisse des ventes de billots découlant du calendrier des activités de récolte du bois.

Le résultat d'exploitation s'est élevé à 78,6 millions de dollars, soit 12,6 % des ventes, comparativement à 67,9 millions de dollars, ou 10,8 % des ventes lors du troisième trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation par rapport au précédent exercice s'explique par une amélioration des prix de vente et une meilleure efficacité opérationnelle. En outre, la baisse des coûts du bois d'œuvre, qui est transférée aux clients par le biais de réductions des prix de vente des produits en temps opportun, a contribué à diminuer le coût des ventes, mais a également augmenté les marges lorsqu'exprimées en pourcentage des ventes. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par un accroissement du volume de poteaux destinés aux sociétés de services publics, une hausse des coûts de production des traverses de chemin de fer en raison de cycles de traitement de plus longue durée, ainsi que par l'effet de conversion des devises. Le résultat net a atteint 53,7 millions de dollars, soit 0,78 \$ par action diluée, comparativement au résultat net de 45,8 millions de dollars, ou 0,66 \$ par action diluée, un an plus tôt.

RÉSULTATS DES NEUF PREMIERS MOIS

Les ventes se sont élevées à 1,73 milliard de dollars, contre 1,69 milliard de dollars lors de la même période l'an dernier. Les acquisitions ont contribué aux ventes à hauteur de 11,5 millions de dollars, tandis que l'effet de conversion résultant des fluctuations des devises a eu un impact positif de 39,3 millions de dollars. Excluant ces facteurs, les ventes ont diminué d'environ 12,8 millions de dollars, soit 0,8 %.

Le résultat d'exploitation a atteint 200,9 millions de dollars, soit 11,6 % des ventes, comparativement à 174,5 millions de dollars, ou 10,3 % des ventes, un an auparavant. Le résultat net s'est élevé à 135,4 millions de dollars, soit 1,96 \$ par action diluée, comparativement à un résultat net de 117,0 millions de dollars, ou 1,69 \$ par action diluée, par rapport à la même période l'an dernier.

ACQUISITION

Le 1^{er} avril 2019, la Société a complété l'acquisition de la quasi-totalité des actifs de Shelburne Wood Protection Ltd. (« SWP »), situés à Shelburne en Ontario. L'usine de SWP se spécialise dans le traitement du bois d'œuvre à usage résidentiel. La contrepartie totale associée à l'acquisition s'élève à environ 9,2 millions de dollars, dont une tranche de 8,5 millions de dollars a été financée au moyen des facilités de crédit syndiquées de la Société et une autre de 0,7 million de dollars a été comptabilisée à titre de solde de prix d'achat. Le solde de prix d'achat ne porte pas intérêt, sera payé au vendeur en deux versements égaux à la date du premier et second anniversaire de la transaction et a été constaté à sa juste valeur en utilisant un taux d'intérêt effectif de 3,31 %. L'acquisition de SWP a été comptabilisée comme un achat d'un groupe d'actifs.

NOMINATION D'UN NOUVEAU DU CHEF DE LA DIRECTION

Le 12 septembre 2019, la Société a annoncé la nomination d'Éric Vachon comme nouveau président et chef de la direction, avec prise d'effet le 11 octobre 2019. À cette même date, M. Vachon s'est joint au conseil d'administration de la Société. La Société a lancé le processus visant à pourvoir un poste de cadre supérieur des finances.

SITUATION FINANCIÈRE SOLIDE

Au 30 septembre 2019, la dette à long terme de la Société, incluant la partie courante, s'élevait à 562,8 millions de dollars, comparativement à 513,5 millions de dollars au 31 décembre 2018. Cette augmentation traduit essentiellement un accroissement des besoins en fonds de roulement, une hausse des dépenses en immobilisations ainsi que le financement nécessaire à l'acquisition de SWP, en partie contrebalancés par l'incidence de la conversion de la devise locale sur la dette à long terme libellée en dollars américains.

DIVIDENDE TRIMESTRIEL

Le 6 novembre 2019, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,14 \$ par action ordinaire, payable le 19 décembre 2019, aux actionnaires inscrits aux registres de la Société à la fermeture des affaires le 2 décembre 2019. Il s'agit d'un dividende admissible.

OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2019, aux termes de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités, la Société a racheté 766 071 actions ordinaires à des fins d'annulation pour une contrepartie de 30,0 millions de dollars. Depuis le lancement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités le 20 décembre 2018, la Société a racheté 1 017 881 actions ordinaires à des fins d'annulation pour une contrepartie de 39.8 millions de dollars.

PERSPECTIVES

Pour 2019, mis à part les ventes pour la catégorie des billots et du bois d'œuvre, la direction de la Société s'attend à une progression des ventes globales d'un exercice sur l'autre, compte tenu des conditions présentes sur les marchés qu'elle dessert, du niveau actuel des prix du bois d'œuvre, et dans l'hypothèse où les devises demeurent stables. Cette augmentation s'explique par la hausse des prix de vente dans les catégories des traverses de chemin de fer et des poteaux destinés aux sociétés de services publics, ainsi que par l'accroissement de la portée de la Société sur le marché des poteaux destinés aux sociétés de services publics. La direction s'attend également à une amélioration des marges par rapport à l'exercice 2018 sur une base consolidée. La progression des marges sera principalement attribuable à la hausse des prix de vente des traverses de chemin de fer, jumelés à une amélioration de la composition des ventes et de la demande dans la catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics. Par ailleurs, il est important de noter que l'adoption de la norme IFRS 16 aura un impact positif sur le BAIIA en 2019. Pour de plus amples renseignements concernant chacune des catégories de produits, veuillez consulter le rapport de gestion de la Société pour le trimestre.

Pour l'exercice 2020, en se fondant sur les conditions de marché actuelles et dans l'hypothèse où les devises demeurent stables, la direction anticipe une progression des ventes globales de Stella-Jones d'un exercice sur l'autre stimulée par une hausse des prix de vente et l'accroissement de la portée de la Société sur le marché dans les catégories des poteaux destinés aux sociétés de services publics, des traverses de chemin de fer et du bois d'œuvre à usage résidentiel. Par conséquent, les marges d'exploitation, exprimées en dollars absolus, devraient s'améliorer par rapport à 2019. Les marges d'exploitation, exprimées en pourcentage des ventes, devraient aussi augmenter grâce essentiellement à des hausses des prix de vente et des gains de productivité.

La Société entend poursuivre sa stratégie d'optimisation de ses activités d'exploitation et demeurera à l'affût d'occasions de réaliser des acquisitions susceptibles d'élargir encore davantage sa présence dans ses marchés de base, tout en faisant preuve de prudence dans l'affectation des capitaux.

TÉLÉCONFÉRENCE

Stella-Jones tiendra une conférence téléphonique le 7 novembre 2019 à 10 h, heure de l'Est, pour discuter de ces résultats. Les personnes intéressées peuvent se joindre à l'appel en composant le 1-647-788-4922 (pour les participants de Toronto ou d'outremer) ou le 1-877-223-4471 (pour tous les autres participants d'Amérique du Nord). Si vous êtes dans l'impossibilité d'y participer, vous pourrez avoir accès à un enregistrement de la conférence téléphonique en téléphonant au 1-800-585-8367 et en entrant le code 1559479 sur votre clavier téléphonique. L'enregistrement sera accessible à compter de 13 h, heure de l'Est, le jeudi 7 novembre 2019, jusqu'à 23 h 59, heure de l'Est, le jeudi 14 novembre 2019.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

Le BAIIA (le résultat d'exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles), le résultat d'exploitation et les marges d'exploitation sont des mesures financières qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. La direction considère toutefois que ces mesures non conformes aux IFRS constituent de l'information utile pour les investisseurs avertis relativement à la situation financière et aux résultats d'exploitation de la Société puisqu'elles fournissent des mesures additionnelles de sa performance. Veuillez consulter la section traitant des mesures financières non conformes aux IFRS du rapport de gestion.

À PROPOS DE STELLA-JONES

Stella-Jones Inc. (TSX: SJ) est un chef de file dans la production et la commercialisation de produits en bois traité sous pression. La Société fournit des traverses de chemin de fer et des poutres aux exploitants de chemins de fer nord-américains, ainsi que des poteaux aux sociétés de services publics d'électricité et aux entreprises de télécommunications à l'échelle du continent. Stella-Jones fabrique aussi du bois d'œuvre à usage résidentiel et des accessoires qu'elle distribue auprès des détaillants en vue d'applications extérieures, de même que des produits industriels pour des applications de construction et maritimes. Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto.

À l'exception de l'information historique, ce communiqué de presse peut contenir de l'information et des déclarations de nature prospective en ce qui concerne la performance future de la Société. Ces déclarations se fondent sur des hypothèses et des incertitudes, ainsi que la meilleure évaluation possible de la direction en ce qui a trait aux événements futurs. Parmi les facteurs susceptibles de causer un écart dans les résultats figurent, entre autres, les fluctuations des résultats trimestriels, l'évolution de la demande pour les produits et services de la Société, l'incidence de la concurrence sur les prix, la capacité de la Société à se procurer les capitaux nécessaires à la réalisation d'acquisitions ainsi que les tendances générales du marché ou les changements de la conjoncture économique. Par conséquent, le lecteur est avisé qu'un écart pourrait survenir entre les résultats réels et les résultats prévisionnels.

SIÈGE SOCIAL

3100, boul. de la Côte-Vertu, bureau 300 Saint-Laurent (Québec)

H4R 2J8

Tél.: (514) 934-8666 Téléc.: (514) 934-5327 **COTATION EN BOURSE**

Bourse de Toronto Symbole boursier : SJ

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

Services aux investisseurs Computershare inc.

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Éric Vachon Président et chef de la

direction

Tél.: (514) 940-3903 Téléc.: (514) 934-5327 evachon@stella-jones.com



AVIS

Les états financiers condensés consolidés intermédiaires non audités de Stella-Jones Inc. pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2019 n'ont pas été examinés par les auditeurs externes de la Société.

(Signé)

Éric Vachon Président et chef de la direction

Montréal, Québec Le 6 novembre 2019

États financiers condensés consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2019 et 2018

États consolidés intermédiaires de la situation financière (non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

	Note	Au 30 septembre 2019	Au 31 décembre 2018
		\$	\$
Actif		·	·
Actif courant			
Créances		283 971	192 380
Stocks		843 717	838 558
Impôts sur le résultat à recouvrer		-	1 882
Autres actifs courants		37 451	35 567
		1 165 139	1 068 387
Actif non courant			
Immobilisations corporelles		568 757	551 785
Actifs au titre du droit d'utilisation	2	120 121	-
Immobilisations incorporelles		117 880	131 658
Goodwill		290 114	298 270
Instruments financiers dérivés	5	1 025	7 545
Autres actifs non courants		4 321	4 559
		2 267 357	2 062 204
Passif et capitaux propres			
Passif courant			
Comptes créditeurs et charges à payer		126 602	133 259
Impôts sur le résultat à payer		294	-
Instruments financiers dérivés	5	3 326	4 381
Partie courante de la dette à long terme		6 590	9 714
Partie courante des obligations locatives	2	29 161	-
Partie courante des provisions et autres passifs non courants		9 132	12 016
		175 105	159 370
Passif non courant			
Dette à long terme		556 245	503 767
Obligations locatives	2	92 058	-
Passifs d'impôt différé	_	99 422	92 557
Provisions et autres passifs non courants		11 129	13 959
Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi		10 915	7 393
Instruments financiers dérivés	5	829	3 748
		945 703	780 794
Capitaux propres			
Capital-actions	4	219 559	221 328
Surplus d'apport	•	386	348
Résultats non distribués		981 580	909 060
Cumul des autres éléments du résultat global		120 129	150 674
-		1 321 654	1 281 410
		2 267 357	2 062 204
Événement postérieur à la date de clôture	8		_

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

États consolidés intermédiaires des variations des capitaux propres (non audités)

Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens)

			Cumul des autres éléments du résultat global					
	Capital- actions	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Impact de la conversion de devises étrangères	Conversion des dettes à long terme désignées comme couverture d'un investissement net	Gains sur couverture de flux de trésorerie non réalisés	Total	Capitaux propres
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1 ^{er} janvier 2019	221 328	348	909 060	252 149	(107 023)	5 548	150 674	1 281 410
Résultat global								
Résultat net de la période	-	-	135 366	-	-	-	-	135 366
Autres éléments du résultat global	-	-	(2 530)	(38 278)	12 523	(4 790)	(30 545)	(33 075)
Résultat global de la période	-	-	132 836	(38 278)	12 523	(4 790)	(30 545)	102 291
Dividendes sur les actions ordinaires Régimes d'achat d'actions des	-	-	(28 982)	-	-	-	-	(28 982)
employés	1 021	-	-	-	-	-	-	1 021
Rachat d'actions ordinaires (note 4)	(2 790)		(31 334)	-	-	-	-	(34 124)
Rémunération fondée sur des actions	-	38	-	-	-	-	-	38
	(1 769)	38	(60 316)	-	-	-	-	(62 047)
Solde au 30 septembre 2019	219 559	386	981 580	213 871	(94 500)	758	120 129	1 321 654

États consolidés intermédiaires des variations des capitaux propres (suite) (non audités)

Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens)

			_	Cumul des autres éléments du résultat global				
	Capital- actions	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Impact de la conversion de devises étrangères	Conversion des dettes à long terme désignées comme couverture d'un investissement net	Gains sur couverture de flux de trésorerie non réalisés	Total	Capitaux propres
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1 ^{er} janvier 2018	220 467	298	809 022	150 620	(69 421)	4 559	85 758	1 115 545
Résultat global								
Résultat net de la période	-	-	117 022	-	-	-	-	117 022
Autres éléments du résultat global	-	-	1 398	36 524	(11 308)	3 193	28 409	29 807
Résultat global de la période	-	-	118 420	36 524	(11 308)	3 193	28 409	146 829
Dividendes sur les actions ordinaires Régimes d'achat d'actions des	-	-	(24 967)	-	-	-	-	(24 967)
employés	921	-	-	-	-	-	-	921
Rémunération fondée sur des actions	-	38	-	-	-	-	-	38
	921	38	(24 967)	-	-	-	-	(24 008)
Solde au 30 septembre 2018	221 388	336	902 475	187 144	(80 729)	7 752	114 167	1 238 366

États consolidés intermédiaires du résultat net (non audités)

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action ordinaire)

		Pour les périodes de trois mois closes les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
1	Note	2019 \$	2018 \$	2019 \$	2018 \$
Ventes		626 603	630 035	1 729 160	1 691 130
Charges Coût des ventes (incluant amortissement (3 mois - 13 811 \$ (7 043 \$ en 2018) et 9 mois - 42 120 \$ (17 825 \$ en 2018)) Frais de vente et d'administration (incluant amortissement (3 mois - 3 679 \$ (3 473 \$ en 2018) et 9 mois - 11 014 \$		516 378	532 593	1 440 868	1 433 689
(10 323 \$ en 2018))		30 236	28 892	88 525	83 737
Autres pertes (gains), montant net		1 420	607	(1 179)	(753)
		548 034	562 092	1 528 214	1 516 673
Résultat d'exploitation		78 569	67 943	200 946	174 457
Charges financières		6 038	4 765	18 001	14 297
Résultat avant impôts		72 531	63 178	182 945	160 160
Charge d'impôts sur le résultat					
Exigibles		16 662	14 998	35 974	30 932
Différés		2 217	2 332	11 605	12 206
		18 879	17 330	47 579	43 138
Résultat net de la période		53 652	45 848	135 366	117 022
Résultat de base par action ordinaire	4	0,78	0,66	1,96	1,69
Résultat dilué par action ordinaire	4	0,78	0,66	1,96	1,69

États consolidés intermédiaires du résultat global (non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

	Pour les périodes de trois mois closes les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019 \$	2018 \$	2019 \$	2018 \$
Résultat net de la période	53 652	45 848	135 366	117 022
Autres éléments du résultat global Éléments qui pourraient être subséquemment reclassés au résultat net				
Variation nette des gains (pertes) à la conversion des états financiers des établissements étrangers	13 689	(21 090)	(38 278)	36 524
Variation des gains (pertes) à la conversion de dette à long terme désignée comme couverture d'un investissement net dans des établissements étrangers	(3 166)	7 471	12 523	(13 400)
Impôts sur la variation des gains (pertes) à la conversion de dette à long terme désignée comme couverture d'un investissement net dans des établissements étrangers	-	(987)	-	2 092
Variation des gains (pertes) sur la juste valeur des instruments dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(933)	312	(6 517)	4 396
Impôts sur la variation des gains (pertes) sur la juste valeur des instruments dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	243	(89)	1 727	(1 203)
Éléments qui ne seront pas subséquemment reclassés au résultat net				
Variation des écarts actuariels sur les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	(322)	823	(3 308)	1 852
Impôts sur la variation des écarts actuariels sur les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	46	(212)	778	(454)
- - -	9 557	(13 772)	(33 075)	29 807
Résultat global	63 209	32 076	102 291	146 829

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Tableaux consolidés intermédiaires des flux de trésorerie (non audités)

Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens)

	Note	2019 ¢	2018
Flux de trésorerie liés aux		\$	Þ
Activités d'exploitation			
Résultat net de la période		135 366	117 022
Ajustements pour			
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		17 718	15 440
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles		11 121	12 708
Dotation aux amortissements des actifs au titre du droit d'utilisation	2	24 295	-
Perte (gain) sur instruments financiers dérivés		(3 974)	132
Charges financières		18 001	14 297
Impôts sur le résultat exigibles		35 974	30 932
Impôts sur le résultat différés		11 605	12 206
Charge pour unités d'actions incessibles		2 147	5 503
Autres	_	1 423	941
	_	253 676	209 181
Variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie et autres		()	(
Créances		(96 266)	(137 148)
Stocks		(21 778)	44 042
Impôts sur le résultat à recouvrer		(8 931)	(6)
Comptes créditeurs et charges à payer		813	43 733
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations		(1 380)	(2 676)
Provisions et autres passifs non courants		(4 582)	(1 935)
Autres actifs courants	_	(2 656)	(19 368)
	_	(134 780)	(73 358)
Intérêts versés		(20 498)	(15 771)
Impôts sur le résultat payés		(25 030)	(30 882)
	_	73 368	89 170
Activités de financement		(0=0)	(0.5.5)
Augmentation des coûts de financement différés		(259)	(255)
Variation nette des facilités de crédit syndiquées		72 164	29 791
Augmentation de la dette à long terme		667	(5.075)
Remboursement de la dette à long terme	_	(9 191)	(5 075)
Remboursement des obligations locatives	2	(23 173)	- (4.540)
Remboursement des ententes de non-concurrence à payer		(1 562)	(1 518)
Dividendes sur les actions ordinaires		(28 982)	(24 967)
Rachat d'actions ordinaires	4	(35 750)	-
Produit de l'émission d'actions ordinaires	_	1 021	921
and the common of the common o	_	(25 065)	(1 103)
Activités d'investissement		500	(000)
Diminution (augmentation) des autres actifs		586	(282)
Acquisition d'entreprises		- (404)	(54 491)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(164)	(3 606)
Acquisition d'immobilisations corporelles		(49 669)	(37 627)
Produit de la cession d'actifs	_	944	1 509
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la pé	riode _	(48 303)	(94 497) (6 430)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		_	6 430
	_		
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période			-
Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consoli-	des intern	nediaires.	

Notes annexes (non auditées) 30 septembre 2019 et 2018

(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

1 Nature des activités de la Société

Stella-Jones Inc. (la « Société ») est un chef de file dans la production et la commercialisation de produits en bois traité sous pression. La Société fournit des traverses de chemin de fer et des poutres aux exploitants de chemin de fer nord-américains, ainsi que des poteaux aux sociétés de services publics d'électricité et aux entreprises de télécommunications à l'échelle du continent. La Société fabrique aussi du bois d'œuvre à usage résidentiel et des accessoires qu'elle distribue auprès de détaillants en vue d'applications extérieures, de même que des produits industriels, notamment des pilotis pour constructions maritimes, des pieux pour fondations, du bois de construction, du bois pour les ponts et des produits à base de goudron de houille. La Société possède des usines de traitement et des installations d'écorçage de poteaux au Canada et aux États-Unis, et elle vend ses produits principalement dans ces deux pays. Son siège social est situé au 3100, boulevard de la Côte-Vertu, à Saint-Laurent, au Québec (Canada). La Société est constituée selon la Loi canadienne sur les sociétés par actions et ses actions ordinaires sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole SJ.

2 Principales conventions comptables

Mode de présentation

Les états financiers condensés consolidés intermédiaires de la Société ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'*International Accounting Standards Board* (l'« IASB ») et le Manuel des Comptables Professionnels Agréés du Canada, Partie I – Comptabilité, applicables pour l'établissement d'états financiers intermédiaires selon, notamment, IAS 34, *Information financière intermédiaire*.

Ces états financiers condensés consolidés intermédiaires ont été approuvés par le conseil d'administration le 6 novembre 2019.

La préparation de ces états financiers condensés intermédiaires a suivi les mêmes conventions comptables, méthodes de calcul et présentation que celles appliquées dans les états financiers annuels consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, exception faite de ce qui est décrit dans la section Changements de méthodes comptables, ci-après.

Les présents états financiers condensés consolidés intermédiaires doivent être lus de concert avec les états financiers annuels consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, établis conformément aux IFRS publiées par l'IASB.

Notes annexes (non auditées) 30 septembre 2019 et 2018

(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Périmètre de consolidation

Les états financiers condensés consolidés intermédiaires comprennent les comptes de la Société et de ses filiales en propriété exclusive. La Société détient 100 % des titres de participation de ses filiales. Les filiales en importance sont les suivantes :

		Pays de
Filiale	Société mère	constitution
Stella-Jones U.S. Holding Corporation (« SJ Holding »)	Stella-Jones Inc.	États-Unis
Stella-Jones Corporation	Stella-Jones U.S. Holding Corporation	États-Unis
McFarland Cascade Holdings, Inc.	Stella-Jones Corporation	États-Unis
Cascade Pole and Lumber Company	McFarland Cascade Holdings, Inc.	États-Unis
McFarland Cascade Pole & Lumber Company	McFarland Cascade Holdings, Inc.	États-Unis
Stella-Jones CDN Finance Inc.	Stella-Jones Inc.	Canada
9396-7883 Québec inc.	Stella-Jones Inc.	Canada
Stella-Jones U.S. Finance II Corporation	Stella-Jones U.S. Holding Corporation	États-Unis
Stella-Jones U.S. II LLC	Stella-Jones U.S. Holding Corporation	États-Unis
Stella-Jones U.S. Finance III Corporation	Stella-Jones U.S. Holding Corporation	États-Unis
Stella-Jones U.S. III LLC	Stella-Jones U.S. Holding Corporation	États-Unis
Kisatchie Midnight Express, L.L.C.	McFarland Cascade Holdings, Inc.	États-Unis
Lufkin Creosoting Co., Inc.	McFarland Cascade Holdings, Inc.	États-Unis

Changements de méthodes comptables

La Société a adopté la nouvelle norme, la norme amendée et la nouvelle interprétation suivantes, ainsi que toutes les modifications subséquentes, au 1^{er} janvier 2019. Ces changements ont été apportés conformément aux dispositions transitoires applicables.

IFRS 16 - Contrats de location

Le 1^{er} janvier 2019, la Société a adopté de façon rétrospective IFRS 16, *Contrats de location*, mais elle n'a pas retraité les chiffres correspondants pour l'exercice 2018, comme l'y autorisent les dispositions transitoires spécifiques de la norme. En appliquant IFRS 16 pour la première fois, la Société a utilisé l'exemption pour les contrats de location à court terme et les contrats de location pour lesquels l'actif sous-jacent est de faible valeur. Les ajustements découlant des nouvelles règles en matière de location sont donc comptabilisés dans le solde d'ouverture de l'état de la situation financière au 1^{er} janvier 2019.

La Société loue du matériel roulant (de l'équipement mobile, des véhicules routiers et des wagons de train), des terrains et d'autres actifs. Les contrats de location sont normalement conclus pour des périodes fixes et peuvent être assortis d'options de prolongation qui sont prises en compte s'il y a une certitude raisonnable que l'option

Notes annexes (non auditées) 30 septembre 2019 et 2018

(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

sera exercée. Les dispositions des contrats de location sont négociées sur une base individuelle et contiennent une grande variété de conditions. Les contrats de location n'imposent pas d'engagements, mais les actifs loués ne peuvent pas être utilisés pour garantir des emprunts.

Avant le 1^{er} janvier 2019, les contrats de location de la Société comprenaient essentiellement des contrats de location simples à l'égard desquels une part importante des risques et des avantages inhérents à la propriété n'avaient pas été transférés à la Société en tant que preneur. Les paiements effectués aux termes d'un contrat de location simple étaient passés en charges à l'état consolidé du résultat net sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

À partir du 1^{er} janvier 2019, la Société a comptabilisé les obligations locatives se rapportant aux contrats de location qui avaient auparavant été classés comme des contrats de location simples selon les principes de l'IAS 17, *Contrats de location*. Ces obligations ont été évaluées à la valeur actualisée des paiements restants au titre de la location, dont la valeur a été calculée à l'aide du taux marginal d'endettement du preneur au 1^{er} janvier 2019.

Une obligation locative comprend la valeur actualisée nette des paiements suivants au titre de la location :

- les paiements fixes (y compris ceux qui sont en substance des paiements fixes);
- les paiements variables au titre de la location qui sont fonction d'un indice ou d'un taux;
- les sommes qui devraient être payables par le preneur au titre de garanties de valeur résiduelle;
- le prix d'exercice d'une option d'achat si le preneur a la certitude raisonnable d'exercer cette option;
- les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location, si la durée du contrat de location reflète l'exercice par le preneur de cette option.

Le taux marginal d'endettement moyen pondéré qui a été appliqué aux obligations locatives le 1^{er} janvier 2019 était de 3,30 %.

Les actifs au titre du droit d'utilisation connexes ont été évalués au montant des obligations locatives, compte tenu d'un ajustement correspondant à tout paiement au titre de la location payé d'avance ou à payer qui a été comptabilisé dans l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2018.

Les paiements associés aux contrats de location à court terme et aux contrats de location pour lesquels l'actif sous-jacent est de faible valeur sont comptabilisés sur une base linéaire comme une charge dans l'état consolidé du résultat net. Les contrats de location à court terme sont des contrats de location assortis d'une durée de 12 mois ou moins. Les actifs de faible valeur comprennent de l'équipement de la technologie de l'information et de petits articles de mobilier de bureau.

Un certain nombre de contrats de location conclus à l'échelle de la Société sont assortis d'options de prolongation et de résiliation. Ces options visent à procurer la plus grande marge de manœuvre possible en matière de gestion

Notes annexes (non auditées) 30 septembre 2019 et 2018

(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

de contrats. La majeure partie des options de prolongation et de résiliation ne peuvent être exercées que par la Société, et non pas par le bailleur concerné.

Les actifs au titre du droit d'utilisation sont amortis, sur une base linéaire, sur la durée de vie utile de l'actif ou, si elle est plus courte, sur la durée du contrat de location. Le paiement au titre de la location est ventilé entre le passif et la charge financière. La charge financière est comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net sur la durée du contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde du passif pour chaque période.

Au 1^{er} janvier 2019, les actifs au titre du droit d'utilisation et les obligations locatives présentés ci-après selon le type d'actifs ont été comptabilisés aux états consolidés de la situation financière :

Type d'actifs	Actifs au titre du droit d'utilisation et obligations locatives \$	Nombre moyen de mois restants aux termes des contrats de location
Matériel roulant	79 588	53
Terrains	33 334	147
Autres actifs	7 809	42
Total	120 731	81

Au 31 décembre 2018, la Société a déclaré des paiements minimaux en vertu d'obligations liées à des contrats de location simples de 132 775 \$, ce qui correspond à la valeur actualisée des paiements au titre de la location, calculée à l'aide du taux marginal d'endettement de la Société au 1^{er} janvier 2019, de 120 731 \$.

En appliquant IFRS 16 pour la première fois, la Société a utilisé les mesures de simplification suivantes autorisées par la norme :

- l'application d'un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques relativement similaires;
- la comptabilisation en tant que contrats de location à court terme des contrats de location ayant une durée résiduelle de moins de 12 mois au 1^{er} janvier 2019;
- l'exclusion des coûts directs initiaux aux fins de l'évaluation des actifs au titre du droit d'utilisation à la date de première application;
- l'utilisation des connaissances acquises a posteriori pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation.

Notes annexes (non auditées)

30 septembre 2019 et 2018

(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Le tableau qui suit présente la répartition des obligations locatives entre les obligations courantes et les obligations non courantes :

	30 septembre 2019 \$	1 ^{er} janvier 2019 \$
Obligations locatives courantes	29 161	28 263
Obligations locatives non courantes	92 058	92 468
Total	121 219	120 731

Les tableaux qui suivent présentent un rapprochement des actifs au titre du droit d'utilisation, qui figurent dans les états consolidés de la situation financière, pour les périodes de trois et neuf mois closes le 30 septembre 2019 :

	Droit d'utilisation : matériel roulant	Droit d'utilisation : terrains	Droit d'utilisation : autres actifs	Total des actifs au titre du droit d'utilisation
	\$	\$	\$	\$
Solde au 30 juin 2019	79 535	30 382	7 148	117 065
Ajouts	6 096	278	-	6 374
Dispositions	(206)	-	-	(206)
Dotation aux amortissements	(7 134)	(702)	(527)	(8 363)
Réévaluation	3 969	192	38	4 199
Écarts de change	696	318	38	1 052
Solde au 30 septembre 2019	82 956	30 468	6 697	120 121

	Droit d'utilisation : matériel roulant	Droit d'utilisation : terrains	Droit d'utilisation : autres actifs	Total des actifs au titre du droit d'utilisation
	\$	\$	\$	\$
Solde au 1er janvier 2019	79 588	33 334	7 809	120 731
Ajouts	19 899	523	79	20 501
Dispositions	(671)	-	-	(671)
Dotation aux amortissements	(19 921)	(2 592)	(1 782)	(24 295)
Réévaluation	6 223	78	684	6 985
Écarts de change	(2 162)	(875)	(93)	(3 130)
Solde au 30 septembre 2019	82 956	30 468	6 697	120 121

Notes annexes (non auditées)

30 septembre 2019 et 2018

(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les tableaux qui suivent présentent un rapprochement des obligations locatives, qui figure dans les états consolidés de la situation financière, pour les périodes de trois et neuf mois closes le 30 septembre 2019 :

	Obligations locatives : matériel roulant	Obligations locatives : terrains	Obligations locatives : autres	Total des obligations locatives
	\$	\$	\$	\$
Solde au 30 juin 2019	79 213	320 805	7 207	117 225
Paiements exigibles aux termes des				
contrats de location	(6 862)	(952)	(632)	(8 446)
Charges financières	726	267	55	1 048
Ajouts	6 096	278	-	6 374
Paiement à la résiliation de contrats de				
location	(206)	-	-	(206)
Réévaluation	3 969	192	38	4 199
Écarts de change	668	317	40	1 025
Solde au 30 septembre 2019	83 604	30 907	6 708	121 219

	Obligations locatives : matériel roulant	Obligations locatives : terrains	Obligations locatives : autres	Total des obligations locatives
	\$	\$	\$	\$
Solde au 1 ^{er} janvier 2019	79 588	33 334	7 809	120 731
Paiements exigibles aux termes des				
contrats de location	(21 275)	(2 955)	(1 948)	(26 178)
Charges financières	2 020	808	177	3 005
Ajouts	19 899	523	79	20 501
Paiement à la résiliation de contrats de				
location	(671)	-	-	(671)
Réévaluation	6 223	78	684	6 985
Écarts de change	(2 180)	(881)	(93)	(3 154)
Solde au 30 septembre 2019	83 604	30 907	6 708	121 219

IFRS 3 - Regroupements d'entreprises

En octobre 2018, l'IASB a publié des modifications d'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, relatives à la définition d'une entreprise. Les modifications visent à aider les entités à déterminer si une transaction doit être comptabilisée comme un regroupement d'entreprises ou comme une acquisition d'actifs. Le 1^{er} janvier 2019, la

Notes annexes (non auditées) 30 septembre 2019 et 2018

(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Société a adopté de façon anticipée, tel que permis, les modifications pour les acquisitions réalisées à partir de cette date.

IFRIC 23 - Incertitude relative aux traitements fiscaux

En juin 2017, l'IASB a publié l'IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*. Cette interprétation précise que si une entité conclut qu'il est probable qu'une autorité fiscale compétente accepte un traitement fiscal incertain, elle doit déterminer le résultat fiscal d'une manière cohérente avec le traitement fiscal utilisé ou qu'elle prévoit utiliser dans sa déclaration de revenus. Si elle conclut qu'il est improbable qu'un traitement fiscal donné soit accepté, l'entité doit déterminer l'incidence de l'incertitude pour chacun des traitements fiscaux incertains à l'aide de l'une des méthodes suivantes, en fonction de celle qui lui semble fournir la meilleure prévision du dénouement de l'incertitude :

- le montant le plus probable : celui dont la probabilité d'occurrence est la plus élevée parmi tout l'éventail de résultats possibles;
- la valeur attendue : la somme des divers montants possibles, pondérés par leur probabilité d'occurence.

La Société a appliqué IFRIC 23 à compter du 1^{er} janvier 2019. L'application de cette nouvelle interprétation n'a eu aucune incidence importante sur les états finanicers consolidés de la Société.

3 Dette à long terme

Le 3 mai 2019, la Société a amendé et mis à jour la cinquième convention de crédit amendée et mise à jour intervenue en date du 26 février 2016, amendée le 18 mai 2016, le 15 mars 2018 et le 14 janvier 2019 (la « Convention de crédit existante »), aux termes d'une sixième convention de crédit amendée et mise à jour (*sixth amended and restated credit agreement*) (la « Sixième ARCA »). Selon les modalités de la Sixième ARCA, les facilités de crédit syndiquées suivantes ont été mises à la disposition de la Société ainsi qu'à la disposition de Stella-Jones Corporation et de SJ Holding (collectivement, avec la Société, les « Emprunteurs »), deux filiales à part entière de la Société, par un syndicat de prêteurs : (i) un crédit rotatif non garanti d'un montant de 325 000 \$ US mis à la disposition des Emprunteurs jusqu'au 27 février 2024, (ii) un crédit à terme non rotatif non garanti d'un montant de 50 000 \$ US mis à la disposition de Stella-Jones Corporation jusqu'au 26 février 2021 et (iii) un crédit à terme non rotatif non garanti d'un montant de 50 000 \$ US mis à la disposition de Stella-Jones Corporation jusqu'au 28 février 2022.

Les Emprunteurs peuvent augmenter le montant des facilités de crédit syndiquées en augmentant le montant de l'une ou de plusieurs des facilités de crédit syndiquées ou en ajoutant un ou plusieurs nouveaux prêts à terme à avance unique, dans chaque cas, jusqu'à concurrence d'un montant total de 350 000 \$ US, étant toutefois convenu qu'au plus cinq prêts à terme peuvent être en cours à tout moment. Les Emprunteurs peuvent obtenir de tels prêts à terme sur demande écrite et sous réserve de l'approbation des prêteurs.

Notes annexes (non auditées) 30 septembre 2019 et 2018

(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

L'ensemble des engagements de faire, des ratios financiers, des exigences de déclaration, des engagements de ne pas faire et des cas de défaut aux termes de la Sixième ARCA demeurent essentiellement inchangés par rapport à ceux de la Convention de crédit existante.

4 Capital-actions

Le tableau suivant présente le nombre d'actions ordinaires en circulation pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre :

	2019	2018
Nombre d'actions ordinaires en circulation au début de la période*	69 268	69 342
Régimes d'achat d'actions des employés*	25	22
Rachat d'actions ordinaires*	(912)	
Nombre d'actions ordinaires en circulation à la clôture de la période*	68 381	69 364

^{*} Le nombre d'actions ordinaires est exprimé en milliers.

a) Le capital-actions comprend ce qui suit :

Autorisé

Actions privilégiées en nombre illimité pouvant être émises en série Actions ordinaires en nombre illimité

Notes annexes (non auditées) 30 septembre 2019 et 2018

(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

b) Résultat par action

Le tableau suivant présente le rapprochement du résultat de base par action ordinaire et du résultat dilué par action ordinaire aux 30 septembre :

	Pour les périodes de trois mois closes les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Résultat net se rapportant aux actions ordinaires	53 652 \$	45 848 \$	135 366 \$	117 022 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation*	68 901	69 357	69 057	69 350
Effet dilutif des options d'achat d'actions*	7	8	7	8
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation*	68 908	69 365	69 064	69 358
Résultat de base par action ordinaire**	0,78 \$	0,66\$	1,96 \$	1,69 \$
Résultat dilué par action ordinaire**	0,78 \$	0,66\$	1,96\$	1,69 \$

^{*} Le nombre d'actions est exprimé en milliers.

c) Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 18 décembre 2018, le TSX a accepté l'avis d'intention de procéder à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités a été entamée pour une période de douze mois débutant le 20 décembre, 2018. Durant cette période, la Société peut acheter aux fins d'annulation jusqu'à 3 000 000 d'actions ordinaires. Durant les neuf premiers mois de 2019, la Société a racheté aux fins d'annulation 870 376 actions ordinaires pour une contrepartie de 34 124 \$ ce qui représente un prix moyen par action ordinaire de 39,21 \$.

Au 31 décembre 2018, la Société s'était engagée a racheté aux fins d'annulation 42 000 actions ordinaires pour une contrepartie de 1 627 \$ ce qui représentait un prix moyen par action ordinaire de 39,05 \$. Au 31 décembre 2018, la Société avait comptabilisé un passif financier pour un montant de 1 627 \$, avec une contrepartie aux capitaux propres. Le règlement de cet engagement est survenu au début du mois de janvier 2019 et les actions ordinaires correspondantes ont été annulées en même temps.

^{**} Le résultat de base et le résultat dilué par action ordinaire sont présentés en dollars par action.

Notes annexes (non auditées) 30 septembre 2019 et 2018

(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

5 Évaluation de la juste valeur et instruments financiers

Le tableau qui suit présente des informations sur les actifs et les passifs évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière et classés par niveau selon l'importance des données d'entrée utilisées pour faire les évaluations :

	Au 30 septembre 2019	Au 31 décembre 2018
	Autres données d'entrée observables importantes (niveau 2)	Autres données d'entrée observables importantes (niveau 2)
	\$	\$
Évaluations récurrentes de la juste valeur		
Actif non courant		
Contrats de swap de taux d'intérêt	1 025	7 545
	1 025	7 545
Passif courant		
Contrats dérivés sur marchandises	3 326	4 381
	3 326	4 381
Passif non courant		
Contrats dérivés sur marchandises	829	3 748
	829	3 748

La juste valeur de ces instruments financiers a été estimée en utilisant la méthode de l'actualisation des flux monétaires futurs et a été classifiée de niveau 2 selon la hiérarchie des évaluations de la juste valeur, conformément à IFRS 7, *Instruments financiers – informations à fournir*, étant donné qu'elle est basée principalement sur des données de marché observables, notamment le rendement des obligations gouvernementales et les taux d'intérêt. La description de chaque niveau de cette hiérarchie est définie comme suit :

- Niveau 1 : Les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques.
- Niveau 2 : Les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour les actifs ou les passifs, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix).
- Niveau 3 : Les données relatives aux actifs ou aux passifs qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Notes annexes (non auditées) 30 septembre 2019 et 2018

(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière sont représentés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les créances, les comptes fournisseurs et la dette à long terme. La juste valeur des équivalents de trésorerie, des créances et des comptes fournisseurs se rapproche de leur valeur comptable en raison de la nature court terme de ces éléments. La dette à long terme avait une valeur comptable de 562 835 \$ (513 481 \$ au 31 décembre 2018) et une juste valeur de 557 272 \$ (501 950 \$ au 31 décembre 2018).

6 Caractère saisonnier

Les activités de la Société suivent une tendance saisonnière, les expéditions de poteaux destinés aux sociétés de services publics, de traverses de chemin de fer et de produits industriels étant plus élevées au cours des deuxième et troisième trimestres, afin d'approvisionner en produits les utilisateurs industriels pour leurs projets d'entretien estivaux. Le chiffre d'affaires tiré du bois d'œuvre à usage résidentiel suit également la même tendance saisonnière. Les niveaux des stocks de traverses de chemin de fer et de poteaux destinés aux sociétés de services publics sont habituellement plus élevés au cours du premier trimestre, en prévision de la saison d'expédition estivale.

7 Information sectorielle

La Société exerce ses activités dans deux secteurs d'activité, soit la production et la vente de bois traité sous pression et l'achat et la vente de billots et de bois d'œuvre.

Le secteur du bois traité sous pression inclut les traverses de chemins de fer, les poteaux destinés aux sociétés de services publics, le bois à usage résidentiel et les produits industriels.

Le secteur des billots et du bois d'œuvre comprend les ventes de billots récoltés, dans le cadre des activités d'approvisionnement de la Société, qui ne sont pas conformes afin d'être utilisés comme poteaux destinés aux sociétés de services publics. Ce secteur comprend également les ventes aux marchés locaux de la construction domiciliaire de bois d'œuvre excédentaire. Les actifs et le résultat net associés au secteur des billots et bois d'œuvre ne sont pas significatifs.

Notes annexes (non auditées) 30 septembre 2019 et 2018

(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les usines sont situées dans six provinces canadiennes de même que dans dix-neuf États américains. La Société exploite également un large réseau de distribution à l'échelle de l'Amérique du Nord.

Les ventes pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre sont attribuées aux différents pays selon l'emplacement du client comme suit :

	2019	2018
	\$	\$
Canada	530 068	569 305
États-Unis	1 199 092	1 121 825
	1 729 160	1 691 130

Les ventes par produit pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre se détaillent comme suit :

	2019	2018
Bois traité sous pression	\$	\$
Poteaux destinés aux sociétés de services publics	588 260	532 962
Traverses de chemin de fer	546 915	535 402
Bois à usage résidentiel	410 675	414 225
Produits industriels	101 888	86 051
Billots et bois d'œuvre	81 422	122 490
	1 729 160	1 691 130

Notes annexes (non auditées)

30 septembre 2019 et 2018

(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les immobilisations corporelles, incorporelles, le goodwill et les actifs au titre du droit d'utilisation sont attribués aux différents pays selon leur emplacement, comme suit :

	Au 30 septembre 2019	Au 31 décembre 2018
Immobilisations corporelles		
	\$	\$
Canada	141 906	124 246
États-Unis	426 851	427 539
	568 757	551 785
Immobilisations incorporelles		
·	\$	\$
Canada	30 054	33 977
États-Unis	87 826	97 681
	117 880	131 658
Goodwill		
	\$	\$
Canada	19 403	19 403
États-Unis	270 711	278 867
	290 114	298 270
Actifs au titre du droit d'utilisation		
	\$	\$
Canada	18 767	-
États-Unis	101 354	
	120 121	-

8 Événement postérieur à la date de clôture

Le 6 novembre 2019, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,14 \$ par action ordinaire payable le 19 décembre 2019 aux actionnaires inscrits aux registres de la Société à la fermeture des affaires le 2 décembre 2019.

.

Notes annexes (non auditées) 30 septembre 2019 et 2018

(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

9 Chiffres correspondants

Certains reclassements ont été faits aux états financiers consolidés du précédent exercice afin d'améliorer la comparabilité avec les états financiers consolidés du présent exercice. Par conséquent, certains postes de l'état consolidé du résultat net ont été révisés. Les chiffres correspondants ont été ajustés afin d'être conformes à la présentation du présent exercice. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, un montant d'amortissement lié aux relations clients et aux ententes de non-concurrence de 10 323 \$ a été reclassé du coût des ventes aux frais de ventes et d'administration (3 473 \$ pour la période de trois mois).